

PRESENTATION DES RESOLUTIONS PAR LE DIRECTOIRE

Chers actionnaires,

Nous vous avons réunis en assemblée générale afin de soumettre à votre approbation des projets de résolutions détaillés dans le texte des résolutions qui vous a été transmis.

Cette assemblée générale sera appelée à voter sur des résolutions à caractère ordinaire, dont l'adoption nécessite une majorité des voix et à caractère extraordinaire, dont l'adoption nécessite une majorité des deux tiers des voix.

1. Approbation des comptes annuels et consolidés de l'exercice 2014 (1^{ère} et 2^{ème} résolutions)

Dans sa première et deuxième résolution, le Directoire propose à l'Assemblée d'approuver les comptes annuels et les comptes consolidés clos le 31 décembre 2014 desquels il ressort :

- Pour les comptes sociaux, un compte de résultat faisant ressortir un bénéfice net d'un montant de 111.147.117 euros en 2014 contre un montant de 237.535.708 euros en 2013 ;
- Pour les comptes consolidés, un bénéfice net d'un montant de 63.175.000 en 2014 contre un montant de 99.077.000 euros en 2013.

Le détail des comptes et les rapports des commissaires aux comptes correspondants figure aux Chapitres 4 et 5 du document de référence.

2. Affectation du résultat et fixation du montant du dividende (3^{ème} résolution)

La troisième résolution a pour objet de proposer à l'Assemblée :

- (i) l'affectation du résultat,
- (ii) de fixer le dividende à 0,38 euro par action payable en numéraire au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

La mise en paiement du dividende interviendrait le 8 juillet 2015

3. Conventions et engagement réglementés (4^{ème} résolution)

La quatrième résolution soumet à l'Assemblée les engagements ou conventions visées aux articles L. 225-86 et suivantes du Code de commerce intervenus ou s'étant poursuivis au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014 tels que présentés dans le rapport spécial des commissaires aux comptes (figurant à la Section 8.5 du document de référence). Le Directoire précise qu'aucune nouvelle convention n'a été conclue. Les conventions mentionnées sont celles conclues lors d'exercices précédents et qui ont perduré pendant l'exercice clos le 31 décembre 2014.

4. Vote consultatif sur les éléments de rémunération due ou attribuée aux membres du Directoire sur l'exercice 2014 (5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} résolutions)

En application de la recommandation de l'article 24.3 du Code de gouvernement d'entreprise Afep-Medef révisé en juin 2013, le Conseil propose de soumettre à l'avis consultatif de l'Assemblée Générale les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2014, de Messieurs Michel Giannuzzi, Fabrice Barthélemy et Vincent Lecerf, membres du Directoire de la Société, et exposés à la Section 2.3 du document de référence.

Le Directoire vous propose d'émettre un vote favorable sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014 à Messieurs Michel Giannuzzi, Fabrice Barthélemy et Vincent Lecerf, membres du Directoire de la Société.

5. Renouvellement des mandats de deux membres du Conseil de surveillance (8^{ème} et 9^{ème} résolutions)

Les mandats de Madame Françoise Leroy et de Monsieur Gérard Buffière arrivent à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale du 24 avril 2015.

Le Conseil propose à l'Assemblée, sur recommandation du Comité des nominations et des rémunérations, de renouveler leur mandat pour une durée de quatre (4) ans.

Françoise Leroy a débuté sa carrière en 1975 au secrétariat général de l'Union industrielle et d'entreprise. Elle a rejoint Elf Aquitaine en 1982, où elle a occupé différents postes au sein de la direction financière. En 1998, elle est devenue directeur de la communication financière, puis en 2001, Directeur des Opérations filiales chimie à la direction financière de Total à la suite du rapprochement avec Elf Aquitaine. Secrétaire générale de la branche Chimie depuis 2004 et membre du Comité directeur de Total depuis 2006, Françoise Leroy est devenue Directeur des Acquisitions-Cessions le 9 janvier 2012, fonction qu'elle a cessé d'occuper en juin 2013. Françoise Leroy est diplômée de l'École Supérieure de Commerce et d'Administration des Entreprises de Reims.

Gérard Buffière est administrateur d'Imerys, membre du Conseil de surveillance du Groupe Wendel et *senior advisor* des fonds Sagard et Ergon Capital Partners. Il dirige par ailleurs les sociétés Société Industrielle du Parc et GyB-Industries dont il est le fondateur. Il débuté sa carrière en 1969 dans le département fusions/acquisitions du groupe Banexi, avant de rejoindre le groupe Otis Elevator en 1974. En 1979, il est nommé Directeur Général de la Division « Electricity Control » du groupe Schlumberger, puis, en 1989, président de la branche « Transactions Électroniques ». De 1996 à fin 1997, il a exercé les fonctions de Directeur Général de la Branche des Équipements Industriels du groupe Cegelec. En début d'année 1998, il rejoint le groupe Imetal, devenu Imerys, en tant que membre du Directoire en charge des Branches « Matériaux de Construction » et « Minéraux pour Céramiques », puis en 2000 de la Branche « Pigments et Additifs ». En 2002, il devient Président du Directoire d'Imerys, puis est nommé administrateur et Directeur Général lors du changement de gouvernance du groupe en 2005, fonction qu'il a exercée jusqu'en 2011. Gérard Buffière est diplômé de l'École Polytechnique et d'un Master of Science de l'Université Stanford (États-Unis).

Conformément aux recommandations du Code Afep-Medef, et sur recommandation du Comité des nominations et des rémunérations, le Conseil a estimé, après examen, que Madame Françoise Leroy et Monsieur Gérard Buffière peuvent toujours être qualifiés de membres indépendants du Conseil de surveillance.

6. Nomination d'un nouveau membre du Conseil de surveillance en remplacement d'un membre démissionnaire (10^{ème} résolution)

Lors de sa réunion du 18 février 2015, le Conseil a pris acte de la démission de Monsieur Jean-Philippe Delsol en qualité de membre du Conseil à compter de la prochaine assemblée générale.

Le Conseil propose à l'Assemblée, sur recommandation du Comité des nominations et des rémunérations, de nommer Monsieur Eric La Bonnardière en qualité de membre du Conseil pour la durée du mandat de son prédécesseur restant à courir soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer, en 2018, sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Monsieur Eric La Bonnardière est actuellement censeur auprès du Conseil de surveillance et démissionnerait de ce mandat en cas d'approbation de sa nomination en qualité de membre du Conseil de surveillance par l'Assemblée Générale.

Éric La Bonnardière, diplômé de Supélec et de l'École des Hautes Études Commerciales (HEC), a débuté sa carrière en 2006 en tant que consultant dans le cabinet de conseil en stratégie Advancy où il effectue des missions dans l'industrie et la distribution. En 2009, il co-fonde la société Evaneos.com dont il est actuellement Président Directeur Général.

7. Nomination d'un censeur en remplacement d'un censeur démissionnaire sous condition suspensive de l'approbation de la 10^{ème} résolution (11^{ème} résolution)

Sur recommandations du Comité des nominations et des rémunérations et du Conseil de surveillance et sous condition suspensive de l'approbation de la nomination de Monsieur Eric La Bonnardière en qualité de membre du Conseil de surveillance, le Directoire propose à l'Assemblée Générale de nommer Monsieur Nicolas Deconinck, en qualité de censeur pour la durée du mandat de son prédécesseur restant à courir soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer, en 2017, sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Nicolas Deconinck, diplômé de Sciences-Po et de l'université Paris Dauphine, a débuté sa carrière en 2003 en tant qu'analyste marketing chez Orange Mobile, puis est devenu consultant chez Bearing Point. En 2006, il a fondé sa

propre société Attractive, devenue So-Active, spécialisée dans les boutiques de vêtements pour femme. Depuis la récente cession de sa société, il développe un projet relatif aux appareils de haute technologie.

8. Ratification du transfert du siège social de la Société (12^{ème} résolution)

Le Conseil de surveillance a, lors de sa réunion du 18 février 2015, décidé le transfert du siège social de la Société du 2 rue de l'Egalité – 92748 Nanterre à la Tour Initiale – 1 Terrasse Bellini – 92919 Paris la Défense et a décidé la modification corrélative de l'article 4 des statuts.

En conséquence, et conformément à l'article 4 des statuts de la Société, le Directoire soumet à l'Assemblée Générale la ratification du transfert du siège social de la Société.

9. Autorisation à donner au Directoire à l'effet d'opérer sur les actions de la Société (13^{ème} résolution)

Afin que la Société dispose à tout moment de la faculté de racheter ses propres actions, il vous est proposé, d'autoriser le Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, à acheter ou à faire acheter des actions de la Société, en vue de procéder notamment aux opérations suivantes :

- l'attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce ; ou
- l'attribution gratuite d'actions à des salariés ou mandataires sociaux de la Société ou d'une entreprise associée (et notamment les filiales directes ou indirectes de la Société) au titre de tout plan ne relevant pas des dispositions des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce, et notamment au titre de plans intitulés « *Long Term Incentive Plan* » ; ou
- l'annulation des titres ainsi rachetés et non attribués ; ou
- l'animation du marché secondaire ou de la liquidité de l'action Tarkett par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers.

Ce programme de rachat d'actions serait également destiné à permettre la mise en œuvre de toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des marchés financiers, et plus généralement, la réalisation de toute autre opération conforme à la réglementation en vigueur.

La détention éventuelle d'actions par la société Tarkett est soumise à la réglementation en vigueur.

Les achats, cessions ou transferts pourraient être réalisés à tout moment dans les limites autorisées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, hors période d'offre publique, et par tous moyens.

Les achats d'actions de la Société pourraient porter sur un nombre d'actions tel que :

- le nombre d'actions que la Société achète pendant la durée du programme de rachat n'excède pas 10 % des actions composant le capital de la Société, à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente assemblée générale (ce nombre était de 6 372 269 actions au 31 décembre 2014), étant précisé que lorsque les actions sont rachetées pour favoriser la liquidité dans les conditions définies par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10 % prévue au premier alinéa correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation ;
- le nombre d'actions que la Société détiendra à quelque moment que ce soit ne dépasse pas 10 % des actions composant le capital de la Société à la date considérée.

L'acquisition, la cession ou le transfert des actions pourraient être faites à tout moment dans les limites autorisées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur à l'exclusion des périodes d'offre publique sur le capital de la Société et par tous moyens, sur les marchés réglementés, des systèmes multilatéraux de négociations, auprès d'internalisateurs systématiques ou conclus de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs (sans limiter la part du programme de rachat pouvant être réalisée par ce moyen), par offre publique d'achat ou d'échange, ou par utilisation de mécanismes optionnels ou autres instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés, des systèmes multilatéraux de négociations, auprès d'internalisateurs systématiques ou conclus de gré à gré ou par remise d'actions consécutive à l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société par conversion, échange, remboursement, exercice d'un bon ou de toute autre manière, soit directement soit

indirectement par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant dans les conditions du II de l'article L.225-206 du Code de commerce.

Il vous est proposé de fixer le prix maximum d'achat par action à 60 euros.

L'Assemblée Générale délèguerait au Directoire, le pouvoir d'ajuster le prix d'achat maximum susvisé afin de tenir compte de l'incidence des opérations suivantes sur la valeur de l'action, en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite d'actions, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres.

Le montant global affecté au programme de rachat d'actions ci-dessus autorisé ne pourrait être supérieur à 15 millions d'euros.

Cette autorisation priverait d'effet, à compter de ce jour à hauteur, le cas échéant, de la partie non encore utilisée, toute délégation antérieure donnée au Directoire à l'effet d'opérer sur les actions de la Société.

Le Directoire recommande l'adoption de cette résolution et dont l'autorisation serait donnée pour une période de dix-huit mois à compter de ce jour.

10. Autorisation à donner au Directoire à l'effet d'augmenter le capital social par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres (14^{ème} résolution)

Le Directoire propose à l'Assemblée, en application des dispositions de l'article L.225-130 du Code de commerce, de déléguer au Directoire sa compétence aux fins d'augmenter le capital, en une ou plusieurs fois, par incorporation de primes, réserves, bénéfices ou autres.

Le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées à ce titre ne pourrait dépasser cinquante (50.000.000) millions d'euros.

Cette autorisation serait donnée pour une durée maximum de vingt-six mois à compter de la date de l'Assemblée Générale.

11. Autorisation à donner au Directoire à l'effet de réduire le capital social par annulation des actions autodétenues (15^{ème} résolution)

Le Directoire propose à l'Assemblée, en application des dispositions de l'article L.225-209 du Code de commerce, de renouveler pour une période de 26 mois l'autorisation donnée au Directoire le 4 novembre 2013 aux fins de réduire, en une ou plusieurs fois, le capital par annulation des actions autodétenues et/ou qu'elle acquerrait dans le cadre du programme de rachat d'actions.

Le nombre maximum d'actions pouvant être annulées par la Société pendant une période de vingt-quatre mois serait de 10% des actions composant le capital de la Société.

Il est rappelé qu'au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014, la Société n'a procédé à aucune annulation d'actions.

Cette autorisation serait donnée pour une durée maximum de vingt-six mois à compter de la date de l'Assemblée Générale.